

Économie

Tendances et tensions de l'économie mondiale

vendredi 19 mai 2006, par [LUCITA Eduardo](#) (Date de rédaction antérieure : janvier 2006).

On peut considérer l'attentat des tours jumelles de New York en septembre 2001 comme un changement, tant pour la politique que pour l'économie mondiale, qui accentue des tendances antérieures mais en y ajoutant de nouveaux éléments. Le redéploiement militaire et la reprise de l'économie nord-américaine sont au centre de ce processus. Depuis 2003, après la mise en marche de la machine de guerre, on constate une reprise du cycle de croissance de l'économie, en particulier de celle des États-Unis, hégémonique à l'échelle mondiale, ayant une incidence sur l'ensemble qui est plus que proportionnelle à son poids spécifique.

Depuis lors, les dépenses militaires et la baisse des taux d'intérêt aux États-Unis ont opéré comme des mécanismes anticycliques et dans le même temps la politique de l'offre a été relancée par les réductions d'impôts des grandes entreprises et des hauts revenus. Le résultat plus général a été une exacerbation de la consommation domestique (actuellement focalisée sur ladite « bulle immobilière »), la croissance extraordinaire du déficit commercial et financier, et une forte dette extérieure.

Un des débats centraux qui aujourd'hui traverse les préoccupations des économistes est de savoir si cette phase du cycle de croissance culminera avec ce qu'on appelle un « atterrissage en douceur » (c'est-à-dire si les tensions que provoque la baisse soutenue du dollar pourront se gérer en évitant ou en atténuant les conséquences d'une récession) ou bien si l'« atterrissage forcé » est inévitable, le dollar souffrirait alors d'une forte dévaluation ouvrant les portes d'une récession généralisée qui se propagerait à l'ensemble de l'économie mondiale.

Les débats en cours ne se réfèrent pas seulement à cette question, pour décisive qu'elle soit. L'émergence de la Chine et des pays du Sud-Est asiatique comme un nouveau pôle de l'économie mondiale, ainsi que le rôle que ces derniers jouent dans la gestion des crises cycliques du système ne peuvent être négligés. Ce bloc régional dont les économies progressent dans leur intégration, tend à égaler le bloc de l'Union européenne et menace de disputer le leadership de l'économie mondiale aux États-Unis dans les prochaines décennies. Sous ces tendances, jaillit une autre question : un profond processus de confrontation non pas antagonique mais contradictoire qui a comme objectif la remise en ordre du monde. Ce qui est en discussion, c'est la future forme de gestion de la planète, entre un capitalisme unipolaire centré sur les États-Unis et un autre multipolaire dirigé par les Nations Unies.

Les mécanismes d'accumulation par spoliations propres à l'étape de l'accumulation primitive se sont développés ces 25 dernières années sous la houlette de l'hégémonie financière : déplacements de populations et appropriation de terres ; destruction des richesses naturelles ; expropriation de savoirs séculaires des populations d'origine ; mercantilisation de services essentiels... L'Amérique latine a été une des régions du monde - mais pas la seule - qui ont souffert le plus de ces politiques globales.

La dette publique des pays de la périphérie s'est trouvée être un mécanisme de spoliation qui non

seulement a transféré d'énormes masses de ressources aux pays du centre, mais aussi a conditionné et conditionne encore toute politique alternative. Le recul social imposé dans le monde entier, l'imposition d'une dette aussi impossible à payer qu'illégitime et l'échec des plans d'ajustement et de développement ont jeté le discrédit sur les organismes financiers internationaux comme le FMI, la Banque mondiale et la Banque interaméricaine pour le développement.

La violence de ce pillage a provoqué de fortes résistances qui s'expriment dans la diversité du mouvement altermondialiste à travers le monde et qui prennent des formes et des dimensions particulières en Amérique latine. Les mouvements paysans, indigènes, écologistes, plus généralement de la société civile, pour la souveraineté alimentaire prennent ainsi toute leur signification, de même que ceux qui luttent pour la biodiversité et l'équilibre écologique, pour la sauvegarde des ressources indispensables à la vie et au développement comme les hydrocarbures et l'eau, contre la privatisation des services, des retraites et de la culture, contre le libre commerce et la liberté de mouvement des capitaux.

Mais la terre elle-même s'est rebellée. Les catastrophes naturelles de cette dernière année - le tsunami sur la côte asiatique, les tremblements de terre au Cachemire ou les cyclones dans les Caraïbes et au Sud des États-Unis - ont montré une capacité destructrice rarement vue jusque-là, et constituent une véritable insurrection de la nature contre un système économique recherchant le maximum de gains sans se soucier des effets sur l'environnement.

L'enlisement dans les guerres d'Irak et d'Afghanistan ; les échecs de l'OMC, le chemin erratique de la Zone de libre-échange des Amériques (ZLÉA), l'échec du Plan Colombie et l'Initiative régionale andine ; le discrédit de l'administration Bush et son impuissance à imposer son candidat au secrétariat général de l'Organisation des États américains (OEA) ; les soulèvements et la chute de gouvernements dans divers pays d'Amérique latine ; les obstacles et les résistances qui commencent à apparaître en Europe, en particulier en France, les désaccords sur la déclaration finale entre les États-Unis et les gouvernements des pays qui ont participé au IV^e Sommet des Amériques en Argentine - tout cela indique que les armes du néolibéralisme ne sont plus aussi tranchantes qu'elles l'ont été à d'autres moments.

Ainsi la dérive de la conjoncture économique mondiale actuelle est aussi complexe que contradictoire et préoccupante. Dans les pages qui suivent, j'essaierai d'exposer de façon synthétique ce que sont les principales tendances et tensions de l'économie mondiale, tout particulièrement celles qui peuvent avoir un impact d'une façon ou d'une autre, selon leur dénouement, sur l'économie d'Amérique latine qui a vu sa crise s'approfondir plus spécialement durant la dernière décennie.

Quelques traits de l'économie mondiale

1. Tant au niveau mondial que local - bien sûr avec des différences d'intensité - on observe l'épuisement de la phase néolibérale du capital, même si certains pays importants, comme le Brésil et l'Inde, ont intégré tardivement les réformes régressives que celle-ci impulse. Cet épuisement n'est pas dû à son échec mais à son succès. Succès parce que le capital a pu imposer la plupart des objectifs économiques - mais pas ses objectifs politiques - qu'il voulait. Épuisement dans le sens où cette phase a perdu de sa vitalité : cette force irrésistible dont elle a fait preuve à partir de la deuxième moitié des années 1970, particulièrement dans les années 1990 dans notre région, pour continuer les transformations régressives. Il est évident que ces effets seront durables.

Ce processus commence au début des années 1970, avec l'épuisement de l'onde longue qui avait commencé après la Deuxième Guerre mondiale. Déjà à la fin des années 1960, le taux moyen de

profit des capitalistes à l'échelle mondiale donnait des signes de sérieux affaiblissement. La crise du pétrole a suivi. Elle fut à l'origine de la masse de pétrodollars, une pléthore de capital financier qui ne trouvait pas d'investissement productif correspondant à la rentabilité nécessaire.

En « utilisant la crise », comme certains auteurs l'ont dit en leur temps, le capital entame une forte offensive contre le travail. Offensive généralisée et soutenue. Soutenue parce qu'elle se développe sans discontinuité depuis le milieu des années 1970 jusqu'à nos jours, et généralisée parce qu'elle s'est déployée contre l'ensemble des conquêtes ouvrières que les travailleurs et les classes subalternes avaient construit génération après génération comme des barrières contre la voracité du capital.

La continuité de cette offensive a fait partie d'un processus lent et long de restructuration capitaliste, une remise en ordre des espaces industriels, des processus productifs et de services où les nouvelles technologies ont joué un rôle déterminant. Cela a été accompagné par des changements dans le rôle de l'État, le passage de ce que nous connaissions comme « État providence » à ce que nous appelons maintenant « État stratège ». Cela signifie : déréglementation, libre-échange, ouverture de l'économie, libre circulation des marchandises et des capitaux.

Le résultat général de ces changements a été l'établissement durable de rapports de force favorables au capital au détriment des travailleurs et des classes subalternes, une forte dévalorisation de la force de travail et aussi une forte croissance de la productivité.

2. Cela a abouti à une recomposition du taux de profit des capitalistes. Déjà à la fin des années 1980, les théoriciens de « l'école française de la régulation » signalaient que le taux de profit dans les pays du centre donnait des signes de recomposition, ce que le capital ne trouvait pas, faute d'une demande solvable, c'était la façon de la mener à bien. Aujourd'hui la demande s'est recomposée en grande partie - la reprise des marchés du dit bloc socialiste et de la Chine est plus que décisive dans cette recomposition - et cela se traduit par de fortes croissances de la masse globale de profit et, comme on peut le supposer, une croissance du taux d'investissement. Tout ce processus de restructuration à l'échelle mondiale a eu lieu sous l'hégémonie du capital financier, et l'Argentine connaît en détail ce qui se passe quand l'accumulation se concentre sur la valorisation financière : réduction du marché intérieur, décapitalisation, désindustrialisation, fermeture de bassins d'emplois, détérioration accélérée de la qualité de vie des secteurs populaires, croissance exponentielle des inégalités.

Maintenant, avec l'épuisement de la phase néolibérale, le capital productif a commencé à récupérer les espaces face au capital financier. Ces changements sont bien plus notoires dans les pays du centre que dans ceux de la périphérie. Certaines études montrent que dans les années 1980-1990, la ponction que le capital financier faisait sur les entreprises non financières était de l'ordre de 35 %, actuellement cette ponction est de l'ordre de 20 %, mais dans les moments de hausse rapide du cycle, elle ne dépasse pas les 10 %. Un élément évident de cette tendance est la politique de taux d'intérêt de la Réserve Fédérale états-unienne entre 2001 et 2004, qui a porté le taux directeur à 1 %, un niveau sans précédent lors des dernières décennies dans le contexte d'une offre monétaire très distendue.

Dans les périodes d'hégémonie du capital financier, la relation capital-travail tend à se diluer - évidemment, elle ne disparaît pas, on le voit par la persistance du capital à imposer fermement la flexibilisation de la force de travail - et l'attention se fixe sur la compétition entre les différentes fractions du capital. En Argentine, par exemple, pendant presque toute la durée des années 1990, la plupart des économistes progressistes analysaient tout en terme de « directions d'entreprises ».

Au contraire, quand le capital productif reprend de l'importance, la relation capital-travail revient

sur le devant de la scène. La vague de conflits sociaux en France à partir de 1995 avec la grande grève des services publics et en particulier des chemins de fer, suivis ensuite dans d'autres pays d'Europe et aux États-Unis, l'apparition de fortes expressions syndicales en Afrique du Sud et en Corée du Sud, l'émergence de nouvelles organisations syndicales en France et en Italie - les syndicats SUD et les Comités de base (Cobas) - la crise actuelle et la fracture au sein de l'AFL-CIO sont des données à retenir. En Argentine, avec l'actuel cycle d'expansion, existent à nouveau des luttes des travailleurs, de nouveaux dirigeants syndicaux de base, et y compris des tentatives de réorganisation en dehors des structures traditionnelles. Maintenant les économistes progressistes parlent beaucoup moins de directions d'entreprises et les plus audacieux mettent l'accent sur la répartition des revenus et des richesses, ce qui est une façon cachée de parler de la relation capital-travail car selon l'orientation de cette répartition, l'une ou l'autre des composantes de cette relation est touchée.

Cependant, il ne faut pas oublier que dans l'économie nord-américaine, la politique de « l'argent facile » a stimulé des « bulles financières », tout d'abord celle du marché d'actions et maintenant dans l'immobilier. La « bulle immobilière » ne peut pas être comparée à celle de la bourse. Cette dernière s'alimente de la simple spéculation, tandis que la « bulle immobilière », bien qu'elle ait une composante spéculative dans le processus d'augmentation des prix, a aussi une base d'activité productive. En effet, l'industrie de la construction utilise un grand nombre d'industries connexes qui supposent des processus de production, des investissements de capitaux et des créations d'emplois.

3. Ces transformations mondiales ont donné lieu (particulièrement après l'implosion de l'URSS et la chute du mur de Berlin, qui à l'époque ont donné une nouvelle impulsion à l'offensive néolibérale) à un nouveau cadre de relations internationales où l'interdépendance croissante entre les pays et la formation de blocs économiques régionaux (Union européenne, Accord de libre-échange nord-américain, Accord de libre-échange centro-américain, Association des nations du Sud-Est asiatique, Mercosur, ainsi que les tentatives de la ZLÉA), sont la base de ce que nous connaissons sous le terme de la mondialisation, terme qui en réalité ne fait qu'identifier une autre phase du processus historique de l'internationalisation du capital, qui comme tout processus de ce type n'est ni linéaire ni automatique mais connaît des avancées et des reculs.

La désintégration du modèle stalinien en Europe orientale et en Union soviétique a mis fin à ce qu'on avait appelé la guerre froide ou politique d'affrontement entre blocs (« le camp socialiste et le camp capitaliste »), ce qui a de nouveau mis en évidence qu'il existe des pays oppresseurs et des pays opprimés et que dans chacun de ces pays il y a des confrontations de classes. Mais surtout elle a rendu visible la dynamique des contradictions et des luttes inter-capitalistes à l'échelle mondiale.

Si dans les années 1980, la suprématie des États-Unis était remise en question par un Japon en pleine ascension et par la Communauté européenne avec l'Allemagne en tête, aujourd'hui il est indéniable que l'économie nord-américaine est hégémonique au point qu'à peu près 60 % de l'expansion de l'économie mondiale s'explique par la croissance économique des États-Unis. Cette donnée est plus remarquable encore si on tient compte du fait que les États-Unis représentent 21 % du PIB mondial (alors que l'Union européenne en représente plus ou moins 24 %, le Japon 7 % et la Chine, puissance émergente de l'époque actuelle, plus de 12 % ; certaines informations récentes disent que la Chine a recalculé son PIB et qu'il serait supérieur de 20 % à ce qu'on pensait jusqu'à maintenant).

Comme on peut le constater, l'influence de l'économie nord-américaine sur l'économie mondiale est plus que proportionnelle à la participation de son PIB ; sa croissance s'appuie sur la consommation intérieure. Les États-Unis vivent au-dessus de leurs moyens, consomment plus que ce qu'ils produisent et combrent ce manque par l'importation de produits. Cette importation est à l'origine de l'actuel gigantesque déficit commercial qui est de l'ordre de 5,5 % de leur PIB. Leur balance

commerciale est déficitaire par rapport à toutes les régions du monde sauf avec l'Amérique latine où elle est excédentaire.

On peut ainsi comprendre l'accent mis sur la ZLÉA - zone de libre-échange de l'Alaska jusqu'à la Terre de feu - proposée au début des années 1990 par le premier président Bush, continuée par l'administration Clinton et qui devait aboutir sous le mandat du second président Bush (le fils). C'est-à-dire que la ZLÉA a la bénédiction des démocrates et des républicains et que c'est une politique d'État pour les États-Unis.

Mais à côté de ce déficit commercial on en trouve un autre : le déficit budgétaire qui dépasse les 4,5 % (alors qu'en 2000 le budget américain était excédentaire !) et qu'il est le produit des frais engagés pour financer la guerre en Irak et en Afghanistan (on prévoit qu'en 2006, ils atteindront 361 milliards de dollars) et de la politique de réduction des impôts pour les entreprises et les classes aisées afin de favoriser la consommation intérieure. De plus, le coup de pouce aux investissements intérieurs vient en grande partie de fonds étrangers. Ainsi les États-Unis sont aujourd'hui le pays le plus endetté du monde.

C'est ce déficit budgétaire des États-Unis et la nécessité pour les pays européens de se mettre aux normes budgétaires de l'Union européenne qui ont poussé le FMI à mener une politique de recouvrement de ses prêts auprès de ses principaux débiteurs pour ainsi diminuer sa ligne de crédit et demander moins de fonds aux pays du G7. C'est ce qu'ont déjà fait la Russie, le Brésil, l'Argentine et d'autres pays de moindre envergure économique. C'est ce que certains gouvernements, en essayant de faire passer les paiements pour des politiques d'autonomie, appellent « désendettement ».

4. La croissance actuelle de l'économie nord-américaine n'est pas seulement une question d'excédent financier, elle est aussi fortement impulsée par le complexe militaro-industriel. La dépense militaire a un fort pouvoir multiplicateur, on estime que pour chaque dollar remis au Pentagone le PIB augmente de 3,5 dollars au bout de quatre trimestres. Ainsi, la multiplication des conflits militaires peut être vue non seulement comme un instrument géopolitique qui favorise l'appropriation de ressources naturelles ou qui impose une « autorité mondiale », mais aussi comme une façon d'activer le mécanisme d'accumulation. En cherchant à valider cet état de violence, les États-Unis tentent d'imposer une nouvelle notion de souveraineté qui légitimerait la violence étatique. Ainsi, au Kosovo, l'agression militaire s'était déguisée en « guerre humanitaire », en Afghanistan, c'était une « guerre antiterroriste », en Irak, il s'agissait d'une « guerre préventive ». Cette logique perverse débouche sur un état de guerre permanent et cela mène à redéfinir l'ennemi continuellement, à l'inventer, à le choisir à chaque fois. Aujourd'hui, il est plus évident que la politique actuelle de guerre permanente et la militarisation impérialiste sont le résultat direct d'un système d'accumulation du capital soutenu par la mondialisation marchande.

5. Jamais avant, les États-Unis n'ont eu un déficit commercial aussi important et aucun pays auparavant n'a représenté autant, en termes relatifs, par rapport à l'économie mondiale. C'est ce qui porte de nombreux chercheurs et analystes à qualifier la situation internationale comme étant « l'économie mondiale avec un seul moteur » et à se demander jusqu'à quand le monde pourra-t-il continuer de s'appuyer sur la consommation des États-Unis.

Certains annoncent que cette situation n'est pas soutenable, qu'au-delà des mouvements du cycle court, on continue dans l'onde longue de récession qui dure depuis les années 1960, que nous sommes à l'approche d'une nouvelle crise financière et que pour équilibrer leur commerce extérieur, les États-Unis vont devoir dévaluer leur monnaie de l'ordre de 40 % (au cours des dernières années, elle a perdu 35 % face à l'euro). Il est évident que si ceci se produit, l'« atterrissage forcé » tant redouté mènerait à une perte importante pour les détenteurs des Bons de Trésor états-uniens, qui verraient leur valeur s'effondrer (ces titres sont majoritairement détenus par la Chine et les pays du

Sud-Est asiatique), ce qui mènerait à une guerre commerciale d'envergure qui pourrait bien déboucher sur une crise mondiale que certains prévoient comme étant de l'envergure de celle des années 1930.

Cependant il est nécessaire de prendre en compte en regardant les dernières crises cycliques le fait que si la fréquence entre les crises s'accélère, celles-ci ne trouvent plus tant leurs origines dans les pays du centre mais plutôt dans la périphérie, ayant ainsi un moindre impact sur l'économie mondiale. Peut-être ce mécanisme - qui augmente la fréquence mais qui décentralise - pourrait opérer comme une soupape de sûreté qui retarde une grande crise.

Mais parallèlement, certains défendent l'idée que l'économie mondiale ne fonctionne plus avec un seul moteur, qu'il y a un second moteur qui n'est autre que la Chine qui, après 26 ans de réformes capitalistes soutenues, atteint des taux de croissance très élevés depuis plus d'une dizaine d'années. C'est la première source mondiale d'accumulation de capitaux productifs qui combine une activité politique exportatrice avec le développement d'un marché intérieur et de grands travaux d'infrastructures. La Chine est aujourd'hui le principal importateur mondial d'acier, de cuivre, de ciment et de grains. Elle connaît une interdépendance croissante avec l'économie mondiale, et, à son tour, cette dernière dépend beaucoup du développement de la Chine.

C'est en se fondant sur cette situation objective que d'autres analystes soutiennent que les déficits des États-Unis ne constituent pas un problème insoluble - même si évidemment ils représentent un sérieux problème au point que le FMI ait tiré la sonnette d'alarme sur ces risques. Ils ajoutent que ces déficits n'aboutiront pas à une chute abrupte du dollar et à la récession généralisée. Ils soutiennent que la Chine et les pays asiatiques ainsi que la Russie continueront d'acheter de la dette des États-Unis pour soutenir le dollar et maintenir la compétitivité de leurs économies. Le cas chinois est exemplaire : ce pays doit fortement développer son secteur industriel pour absorber une population rurale excédentaire de 200 millions de personnes et pour ce faire, il lui faut au moins dix ans.

6. On parle alors d'un « nouveau Bretton Woods » (1) ou d'un « Bretton Woods ressuscité ». Dans le cadre de ce nouvel « accord » non explicité, les États-Unis mèneraient une politique contrôlée d'affaiblissement du dollar ; les pays de la zone euro mèneraient quant à eux une politique de taux de changes flexibles et des objectifs d'inflation contrôlés par les banques centrales ; les pays asiatiques, enfin, résisteraient à la réévaluation de leurs monnaies pour soutenir leur fort taux de croissance. Cette équation du système monétaire permettrait de maintenir l'équilibre du pouvoir et l'équilibre évidemment instable des finances mondiales - garantissant ainsi un « atterrissage en douceur » plus que bénin.

Bien sûr dans le Bretton Woods initial, la périphérie du système qui agissait en contrepoids des tendances du centre (aujourd'hui comme hier représenté par les États-Unis), était l'Union européenne et le Japon, un groupe de pays beaucoup plus compact et identifié à une politique plus générale et qui d'autre part sortait de la guerre. Alors qu'aujourd'hui la périphérie qui s'identifie davantage avec les pays asiatiques est beaucoup plus nombreuse et hétérogène, et en plus de cela l'Union européenne continue avec ses propres politiques.

D'autre part la réédition d'un ordre monétaire mondial keynésien rencontre d'importantes limites. D'une part, le capital financier - qui a abandonné certains espaces mais a toujours du poids - se verrait sérieusement atteint. D'autre part, le grand capital industriel continue de supporter les fluctuations des capitaux parce que la situation actuelle lui permet de reverser ses excédents aux marchés monétaires pour en tirer des profits, surtout dans des moments de faible niveau d'activité et aussi parce que son expansion dépend, à cette étape de l'absence d'entraves aux investissements entre nations. De là, l'insistance des grands pays du monde en faveur de la libre circulation des

capitaux.

Néanmoins pour d'autres chercheurs et analystes, ce serait la première fois depuis l'époque de la révolution industrielle qu'augmente en même temps la demande de toutes les « commodities » (marchandises) : grains, minéraux, énergie et acier. Il y a peu de temps encore quand la demande des uns croissait, celle des autres chutait et ainsi de suite. En se fondant sur ce caractère unique de la demande, sur la forte croissance de la productivité aux États-Unis et de l'investissement en Chine, ils augurent une nouvelle onde longue de croissance capitaliste.

Il ne faut pas oublier que l'Inde connaît une croissance de l'ordre de 6 à 8 % par an et que sans atteindre les extraordinaires niveaux chinois, c'est un fort demandeur d'investissement et de produits pour l'industrie. Bien entendu, nous devrions intégrer à cette analyse le prix du pétrole qui, galvanisé par une demande croissante, dépasse déjà 60 dollars le baril ; certains prévoient qu'il dépassera les 100 dollars à court terme et que si cette valeur se maintient longtemps, une récession généralisée sera inévitable.

Les projections de la croissance de la Chine et des pays du Sud-est asiatique permettent de supposer que dans les prochaines décennies ces derniers constitueront un pôle économique capable de disputer l'hégémonie aux États-Unis. On peut dès lors s'interroger sur ce que serait la réponse sur le plan militaire où l'hégémonie nord-américaine ne paraît courir aucun risque. En d'autres termes : comment se résoudra dans le temps l'asymétrie chaque fois plus prononcée entre la tendance à la baisse du dollar comme monnaie d'échange et de référence et son pouvoir militaire chaque fois plus important ?

7. En Amérique latine le consensus de Washington, pensé à la fin des années 1970 pour imposer un modèle d'accumulation devant remplacer celui de substitution d'importation qui était en vigueur des années 1940 aux années 1970, est entré dans un cône d'ombre, exprimant l'épuisement de la phase néolibérale du capital. Les politiques d'ajustement structurel que le consensus allait impulser dans les années 1980-1990 ont conduit à exclusion de la production et de la consommation des millions de personnes sur tout le continent. Avec une forte concentration de la richesse et aussi une forte expansion de la pauvreté. Aujourd'hui en Amérique latine, presque la moitié de la population est pauvre, 15 à 20 % de cette population est indigente, et les inégalités sociales se sont accrues. Après presque un quart de siècle, la région n'a toujours pas de nouveau modèle d'accumulation et de développement capable de répondre aux besoins croissants de sa population, bien au contraire, elle est immergée au centre d'une catastrophe sociale sans précédent. L'Amérique latine est à nouveau en transition, en recherche d'un nouvel horizon, après l'offensive néolibérale.

L'émergence de la république bolivarienne du Venezuela et son leadership politique croissant dans la région font que Cuba n'est plus seul. De grandes mobilisations et insurrections sociales en Bolivie ont fini par imposer un triomphe démocratique populaire d'envergure. Les intérêts ethniques, nationaux et de classe trouvent une expression politique dans cette victoire aux projections insoupçonnées qui aura des répercussions au Pérou, où se consolide la candidature d'Ollanta Humala, et aussi en Équateur. Si on continuait dans cette direction, il y aurait consolidation d'un pôle andin avec des gouvernements issus de processus électoraux aux caractéristiques nationalistes démocratiques, avec des programmes ou des propositions de réformes. Mais il s'agit de réformes « non réformistes » dans le sens où, pour se maintenir, elles doivent conduire à l'obtention de nouvelles réformes. Dans un processus continu, qui s'appuie sur l'organisation et la mobilisation populaire, ce qui leur donne un fort contenu révolutionnaire. D'autre part, ses principaux leaders se sont déclarés en faveur d'un autre type d'intégration latino-américaine et dans cette perspective, ils entrent en conflit ouvert avec les élites locales dominantes et avec les États-Unis.

Il faut aussi tenir compte du fait qu'il va bientôt y avoir des élections au Mexique, au Nicaragua, en Équateur, en Colombie et au Pérou.

Au contraire, au Brésil, la trajectoire néolibérale du gouvernement Lula mène à un éloignement chaque fois plus grand des mouvements sociaux tant vis-à-vis du gouvernement que du PT. L'Uruguay suivra-t-il ce chemin ?

Le refus de la ZLEA et l'échec retentissant du récent sommet des chefs d'État s'inscrit dans le cycle des conflits sociaux, crises politiques et transitions qui traversent les pays du Sud du Rio Bravo, ils forment ainsi une partie indissociable du nouveau contexte politique qui s'ouvre dans la région. C'est dans ce cadre que les gouvernements et une partie des bourgeoisies locales des pays du cône Sud cherchent à relancer leurs initiatives politico-économiques et leurs positionnements face à l'empire. Cependant, ce n'est pas un défi qui puisse être relevé en bloc car les contradictions entre ces pays et leurs gouvernements sont trop nombreuses.

Le Brésil a des accords géopolitiques avec le Venezuela, particulièrement à cause de la vulnérabilité de ses frontières du Nord, mais il fait aussi partie du groupe des pays qui comptent dans l'OMC et joue son propre jeu. L'intégration du Venezuela renforcera le Mercosur et peut-être lui donnera-t-elle un nouveau contenu, même si les différends liés aux écarts économiques entre l'Argentine et le Brésil s'amplifient de même que ceux qui les opposent au Paraguay et à l'Uruguay. Le Venezuela exerce un leadership politique indéniable, sa proposition d'ALBA (Alternative bolivarienne pour l'Amérique) est une façon claire de marquer une différence et est disposé à jouer un rôle central sur les questions énergétiques et financières de la région. Son influence sur les pays andins est croissante et augmentera sûrement dans un futur proche. L'Argentine navigue entre le Venezuela et le Brésil, tout en essayant d'éviter la collision avec les États-Unis. Sa position est comme souvent indéfinie. Tandis que l'Uruguay en signant le traité de protection des investissements avec les États-Unis et en se déclarant favorable à la signature du traité de libre commerce, comme le Paraguay qui a fait des déclarations opposées au Mercosur, menace de suivre le chemin du Chili. La récente victoire électorale de la Concertación au Chili ne semble pas « a priori » avoir provoqué de changements importants dans la politique menée par ce pays, mais elle va accroître l'influence d'un modèle politico-économique différent de ceux que peuvent impulser le Venezuela, l'Argentine ou même le Brésil.

C'est dans le cadre des tensions actuelles et à venir de l'économie mondiale que s'inscrit la conjoncture de l'Amérique latine en général, et de l'Argentine en particulier, dont les économies sont beaucoup plus ouvertes que par le passé et par là même davantage soumises aux mouvements internationaux.

Buenos Aires, octobre 2005 - janvier 2006

Note

1. Regroupant du 1^{er} au 21 juillet 1944 les délégations de 44 pays, la Conférence de Bretton Woods (dans le New Hampshire aux États-Unis) a fixé les parités des monnaies par rapport au dollar, lui-même lié à l'or (35 \$ l'once). Tout s'est effondré entre 1971 et 1973, avec l'abandon de la parité or de la devise américaine (15 août 1971) et le flottement généralisé des cours monétaires.

P.-S.

* Paru dans la revue « Inprecor » n° 515 de mars 2006.

* Eduardo Lucita est membre de la rédaction de la revue argentine Cuadernos del Sur et du Collectif EDI (Économistes de gauche). Cet article est le produit de son intervention lors du séminaire « Amérique latine, une nouvelle phase politique », organisé par les travailleurs de l'Hôtel Bauena-autogéré, avec la collaboration des revues Cuadernos del Sur et Realidad economica ainsi que du

Collectif EDI-Économistes de gauche. L'auteur remercie Guillermo Gigliani pour ses commentaires sur la version initiale de ce texte.